



## LE MOT DU PRÉSIDENT

### Le plus grand défi

La volonté de plus en plus nette des peuples européens à vouloir rester souverains et à préserver leurs identités constitue un désaveu cuisant à l'encontre des politiques migratoires voulues par l'Union européenne. Celle-ci s'en trouve d'ailleurs de plus en plus divisée. Or ce qu'il est convenu d'appeler la crise migratoire trouve sa source dans la croyance en la mondialisation heureuse, laquelle suppose la suppression des frontières et la généralisation du libre-échange appliqué aux capitaux, aux marchandises et aux hommes. La mondialisation n'a pas rendu le monde plus harmonieux, elle l'a mis au service d'intérêts marchands et financiers avec tout le cynisme qui s'en suit. Appliqué aux flux de main-d'œuvre ce libéralisme migratoire ne conçoit les hommes qu'interchangeables et les sociétés que multiculturelles. Lorsqu'en 2015 la chancelière Merkel a opté pour un accueil massif de « réfugiés », elle ne faisait que répondre aux souhaits du patronat allemand de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché d'hommes jeunes et aptes au travail en remplacement d'une population allemande déclinante et vieillissante.

Jouant de l'hypocrisie la plus consommée, cette politique migratoire de masse se farde de préoccupations humanitaires et de références à des « valeurs » dont il n'est justement pas palpable d'estimer ce qu'elles valent d'heureux. Elle bénéficie de soutiens considérables (tel celui du milliardaire George Soros) et de la fréquente complicité médiatique aimant jouer du registre compassionnel. L'affaire de l'Aquarius est ici archétypale. Elle a donné à penser que les « migrants » avaient été secourus en mer quand ils ont été embarqués paisiblement aux larges des côtes libyennes comme autrefois le faisaient les bateaux négriers. Ainsi les complices de passeurs clandestins font-ils figure de sauveurs. En réalité ils contribuent à encourager les départs, c'est-à-dire à favoriser la perte de forces vives pour les pays émetteurs de migrants. L'universitaire Stephen Smith, spécialiste des questions migratoires sur ce continent, n'hésite pas à dire que le premier acte du migrant n'est pas héroïque mais constitue plutôt un acte d'abandon, un défaitisme. De surcroît, explique-t-il, ce ne sont pas les personnes les plus pauvres qui

partent, mais des représentants de la classe moyenne africaine aujourd'hui émergente. S'ils font le choix de partir vers l'Europe, c'est en raison du différentiel de niveau de vie entre les deux continents. Mais, eux partant, l'espérance pour les autres recule. « *Les migrants tournent le dos à un continent en panne dont les insuffisances leur semblent irréparables à l'échelle d'une vie humaine. Ils se sauvent.(...) L'acte civique consisterait à retrousser les manches et à investir toute cette énergie qui est aujourd'hui mobilisée pour des départs individuels dans des efforts collectifs pour changer la face du continent.* » (1). On invoque volontiers le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais bien peu le droit des peuples à pouvoir vivre dans leurs pays. Quoiqu'il en soit ces flux migratoires s'amplifieront, compte tenu de l'extrême jeunesse de la population africaine (40% de moins de 15 ans) et, par suite, de la forte croissance démographique qui en résultera dans les décennies à venir.

Ces réalités appellent les nations européennes à définir des politiques migratoires dignes de ce nom. C'est peut-être le plus grand défi auquel elles soient confrontées. Ni la peur, dont chacun sait qu'elle est mauvaise conseillère, ni la compassion, qui extrapole exagérément les cas particuliers en généralités, ne peuvent sainement les inspirer. Il faut savoir raison garder. S'il y a « crise » aujourd'hui dans les pays d'accueil comme la France, ce n'est point en raison des prétendues caractères racistes et xénophobes de leurs habitants ou de leur insensibilité aux détresses humaines. Affirmer cela est se borner à ne jamais rien résoudre et à exacerber les tensions. Le malaise procède du constat alarmant d'une forte présence de population immigrée peu ou pas assimilée (ne parle-t-on pas de « territoires perdus » ?), jointe à une pression toujours plus forte d'une immigration incontrôlée et d'une intégration en panne. La société s'en trouve mécaniquement déstabilisée sur les plans social, économique et culturel. Sans parler des questions sécuritaires. Les Français (comme d'autres peuples en Europe) ressentent combien est

1 - Stephen Smith *La ruée vers l'Europe — La jeune Afrique en route pour le Vieux continent*, Grasset 2018

## LES DÉBUTS DU PRÉSENT QUINQUENNAT : UN CHANGEMENT DE PURE FAÇADE

**O**n nous répète à satiété que la vie politique française a profondément changé depuis les élections générales de 2017, la présidentielle, puis les législatives. Le printemps 2017 serait donc celui d'une ère nouvelle.

### *Les Français ont récusé les vieux partis*

Qu'on en juge. Les grands partis de gouvernement ont été désavoués par les électeurs et exclus des « affaires ». Le PS va sur son extinction ; il semble improbable qu'il se relève, même à long terme, de la déculottée historique qui l'a exclu du second tour de la présidentielle et a réduit sa représentation à l'Assemblée nationale à 27 députés, 30 si l'on ajoute les apparentés. D'ailleurs, qui représenterait-il ? Les ouvriers ? Ceux-ci se sont détournés du PS depuis au bas mot trois décennies et partagent leurs suffrages entre La France insoumise et le Rassemblement national (ex FN). Le PS a également perdu les voix d'une bonne partie de sa clientèle habituelle : petits et moyens fonctionnaires, employés, agents et autres salariés des entreprises nationalisées, cadres (du public et du privé). Quant aux intellectuels et aux hauts fonctionnaires, ils orbitent désormais autour de La République en Marche (LREM), à laquelle se sont ralliés d'emblée toutes les pointures du PS, et qui a été fondée par Emmanuel Macron, venu de ce parti.

Les Républicains ne brillent guère, avec leurs 102 députés : faut-il leur adjoindre les 32 « Constructifs », centristes du *MODEM* et d'*Agir*, et autres indépendants ? C'est loin d'être sûr. le souvenir de la déconfiture de leurs présidentiables, Juppé puis Fillon – alors que le discrédit du pouvoir Hollande-Valls, à la fin du précédent quinquennat, semblait leur assurer la victoire en 2017 – et la vague de contestations suscitée par son chef actuel, Laurent Wauquiez, au sein même de sa formation, les font apparaître comme des vaincus et des *has been* plutôt que comme une relève séduisante.

### *Ecœurés, les Français se sont ralliés à Macron et à ses « marcheurs »*

Quant aux oppositions radicales de gauche et de droite, elles se révèlent privées de toute crédibilité, et même de toute popularité. Durant les années 1970 et 1980, la gauche bénéficiait de la sympathie d'une très large part de la population, des enseignants de l'Éducation nationale, prompts à conditionner les petits Français (et les autres) dans le bon sens, des médias et de l'*intelligentsia*, et était porteuse d'un espoir de changement pour tous ceux qui attendaient du « *socialisme à la fran-*

*çaise* » - à la sauce mitterrandienne relevée d'une pointe de chevènementisme mi-jacobin mi-marxiste - la résolution de leurs difficultés matérielles. Elle vivait sur une tradition républicaine, révolutionnaire et utopiste chère au peuple, et sur des espérances fallacieuses qu'elle portait avec elle. Autrement dit, elle était portée uniquement par le mythe, le rêve, l'illusion, le vent, et elle se fracassa contre la dure réalité, et, avec elle, tous ceux qui y avaient cru. Le socialisme à la française se transforma en social-libéralisme européen et mondialiste, et accoucha des politiques d'austérité de Fabius, Rocard, Bérégovoy, Jospin et Valls pour terminer en alternant avec les politiques correspondantes des gouvernements de droite de Balladur, Juppé, Raffarin, Villepin, Fillon. Et, aujourd'hui, jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Français n'ont été à ce point asservis à la loi du capital, des puissants, des rois de la Bourse et du CAC 40, du marché, et jamais, depuis plus de soixantedix ans, ils n'ont connu des conditions de vie et de travail aussi pénibles, tout cela sans que la gauche puisse en rien y remédier - et même avec son plein assentiment. Résultat : les Français, écoeurés par une gauche qui n'avait cessé de les décevoir, et par une droite qui, en dépit des promesses des Chirac et Sarkozy, ne parvenait pas à opérer le retour au capitalisme d'abondance, de plein emploi et de consommation des années 1960 et 1970, se jetèrent dans les bras de Macron et de ses « *marcheurs* », nonobstant le fait que celui-là et ceux-ci n'étaient que des transfuges des vieux partis (PS, LR et autres) dont ils ne voulaient plus. Emmanuel Macron et ses marcheurs prétendent opérer une véritable révolution politique et sociale en France, mais, en fait, ils professent les idées et reprennent le programme de leurs partis respectifs de naguère, et leur politique ne diffère en rien de celles de Rocard, Jospin, Raffarin, Fillon, Valls, avec cette différence qu'eux n'ont pas fait de promesses mensongères, ou alors, beaucoup moins que leurs prédécesseurs. Ils ne se réclament pas de quelque socialisme à la française (à la différence des socialistes mitterrandiens). Ils ne cultivent pas un perpétuel double langage (comme le PS). Ils ne promettent pas un retour rapide à la prospérité des « *sixties* » et la fin rapide des difficultés matérielles (comme la droite des Chirac, Sarkozy, Fillon). Au contraire, ils n'ont cessé de dire que la route serait longue, chaoteuse et pénible, et que les réformes, quoique menées à un train d'enfer, ne produiraient d'effets qu'à long terme, et qu'elles se présenteraient comme autant de potions amères et de traitements de choc, si absolument nécessaires qu'ils étaient bien décidés à les mener à bien, voire à les imposer, par tous les moyens constitutionnels, ce qu'ils font.

## Macron bénéficie de la résignation des Français

Et cela marche ... jusqu'à un certain point). Macron réussit là où avaient échoué ses prédécesseurs à l'Élysée et leurs Premiers ministres. C'est en vain que pendant ses deux années de présence à Matignon (1995-1997), Alain Juppé répétait à corps et à cris, et adjurait les Français de comprendre que sa politique d'austérité était « *la seule politique possible* », suivant sa propre expression, et que ses réformes étaient donc « *nécessaires* ». Il essuya les grèves (notamment celle de la SNCF et des fonctionnaires) et les critiques de l'opposition et d'une large partie de la population, dut braver une impopularité sans précédent (quoiqu'il se flattât de rester « *droit dans ses bottes* »), et finit par mener son camp à la déroute lors des législatives anticipées de 1997. Macron a plus de chance : les Français sont d'emblée convaincus que sa politique est bel et bien la seule possible, même s'ils la trouvent saumâtre et, pour beaucoup, souhaiteraient en différer certains aspects, ou que sa mise en place eût lieu par paliers successifs et à doses homéopathiques. Ils ont digéré la réforme du Code du Travail de Macron beaucoup plus facilement que celle de Valls, et acceptent celle de la SNCF, dont les cheminots mécontents et grévistes sont moins heureux que leurs prédécesseurs de 1995, puisqu'à la différence de ces derniers, soutenus par une large fraction de la population, ils se voient fustigés par la majorité de leurs compatriotes.

### ***Sous un changement de façade, c'est la même politique délétaire qui est poursuivie***

En fait, rien de fondamental n'a changé dans notre vie politique, sinon la fin (mais jusqu'à quand ?) de cette absurde alternance gauche/droite, laquelle faisait se combattre et se succéder deux camps qui, en réalité, en venaient toujours à pratiquer la même politique : une politique néolibérale, monétariste, européenne, mondialiste, soumise aux lois de la Bourse et du marché, et grevée par la spéculation ; une politique dominée par les manieurs d'argent et les rois du dividende, et non par les vrais créateurs de richesse, une politique qui sacrifie aux profiteurs les intérêts des vrais entrepreneurs et des salariés, qui entrave le développement de nos entreprises, ruine notre agriculture, nous soumet aux volontés du Conseil européen et de la Commission de Bruxelles, et, bientôt du monde nord-américain, soit avec le traité transatlantique, soit avec les exigences d'un Trump ; une politique qui réduit à rien notre souveraineté nationale, et donc, nous prive de toute possibilité d'opérer le véritable redressement de notre nation.

Rien de nouveau sous le soleil, en vérité. Macron ne fait que continuer la politique de tous ses prédécesseurs, et sa seule originalité tient à ce qu'il a opéré l'union en une seule formation (LREM) de la gauche sociale-libérale et de la droite néolibérale pure, et qu'il a les coudees franches dans la mesure où ses opposants sont

dénués de toute crédibilité : un sondage de l'automne dernier faisait apparaître que 69% de nos compatriotes jugeaient Mélenchon incapable de gouverner ; quant à Marine Le Pen, elle n'a réuni, lors de la dernière présidentielle, que 33,9% des suffrages - sur une minorité de 43% de votants (57% des électeurs inscrits ayant choisi l'abstention).

Rien n'a changé non plus dans les fondements « *éthiques* » de notre vie publique. Trois exemples (entre maints autres) suffiront à le montrer.

Tout d'abord le problème de l'immigration. Tout le monde sait que la politique migratoire de la France durant le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle a été une folie dont le résultat est la dislocation communautariste de notre société – avec l'installation sur notre sol de gens de culture non-européenne, qui contestent notre civilisation, nos croyances, nos mœurs, nos institutions et notre politique étrangère – et, en définitive, l'altération profonde de notre identité nationale. L'actuel gouvernement tente timidement de limiter cette immigration (ou, du moins, prétend le faire). Il refuse l'accueil de nombreux migrants et fait adopter, à cet effet, une loi Asile et immigration. Aussitôt, les médias et toutes les associations humanitaires sonnent le tocsin et déclenchent un véritable tonnerre de protestations au nom des « *valeurs de la République* », de la tradition humaniste et universaliste de la France démocratique, des Droits de l'Homme, etc... Certains vont même jusqu'à présenter l'accueil des migrants comme « *une seconde chance pour la France* », se posant ainsi en épigones de feu Bernard Stasi qui, en 1985, avait publié son fameux livre, *L'immigration, une chance pour la France*.

Autre sujet révélateur : la question de l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Depuis la loi Taubira du 17 mai 2013, ceux-ci jouissent du même droit à l'adoption d'enfants que les couples hétérosexuels. Mais certains fonctionnaires responsables de l'adoption leur préfèrent ces derniers, entraînant, là encore, un tollé de protestations contre la négation du principe d'égalité et contre l'homophobie prétendument ambiante. Deux secrétaires d'Etat, Olivier Dussopt et Marlène Schiappa sont montés au créneau pour crier leur indignation. C'est pourtant le bon sens même de penser qu'il est préférable qu'un enfant ait un père et une mère plutôt que deux pères ou deux mères.

Enfin, et ce n'est pas nouveau, le gouvernement s'apprête à lever les restrictions qui pèsent encore sur la procréation médicalement assistée (PMA).

Décidément, le prétendu séisme politique du printemps 2017 n'a pas changé grand-chose à notre vie politique et morale. Il la prolonge sous une couleur différente et en laisse subsister tous les défauts rédhibitoires.

**Yves MOREL**



### Fédération Royaliste d'Île de France

1 rue de Courcelles, 75008 Paris  
Courriel : [restauration.nationale@wanadoo.fr](mailto:restauration.nationale@wanadoo.fr)



### Fédération Royaliste d'Aquitaine

Restauration Nationale,  
B.P 101, 33024 Bordeaux Cedex  
Président : M. Bernard Pascaud  
Courriel : [rn.aquitaine@wanadoo.fr](mailto:rn.aquitaine@wanadoo.fr)

**Le jeudi 26 avril** Alban d'Arguin, auteur du livre *Eoliennes un scandale d'Etat* était invité à l'Athénée de Bordeaux par les *Rencontres d'Amitiés françaises*, dynamique association animée par M. Bernard Pascaud.

C'est donc plus d'une centaine de personnes qui sont venues assister à cette belle réunion. Notons la présence dans la salle de nombreux représentants d'associations locales anti-éoliennes dont certains étaient venus des départements voisins de Charente-Maritime et de Dordogne, départements particulièrement menacés par l'implantation massive de parcs éoliens.

L'auteur a démontré combien les projets de parcs éoliens constituaient tout à la fois un danger pour la santé, une aberration écologique, un fiasco économique et une source de corruption.

**Le dimanche 24 juin** les représentants de la section de Bordeaux étaient présents à la journée *Lire dans les vignes*, réunissant autour d'Anne Brassié une belle affiche d'auteurs amis parmi lesquels Reynald Sécher, Annie Laurent, Francis Bergeron et Philippe Vilgier.



### Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire

Président : M. Christophe Bertin, 06 85 80 33 11  
Secrétaire général : M. Julien Remy, 06 87 70 52 31  
Site : [urbvm.com](http://urbvm.com) Courriel : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)

### **Nouveau site : Prospectives Royalistes de l'Ouest - <https://prospectivesroyalistes.fr/>**

L'objectif de cette association est la découverte des métiers de l'artisanat et du patrimoine pour les enfants de 9 à 14 ans par des artisans retraités.



### Alliance Royale du Dauphiné

Président : M. Georges Belleserre, 06 78 86 75 24  
Courriel : [gfrbelleserre@aliceadsl.fr](mailto:gfrbelleserre@aliceadsl.fr)  
Blog de DDCC ARD : [Mouvement action avenir](http://Mouvement action avenir)



### Fédération Royaliste Languedoc-Roussillon

#### **Association Louis XVI**

Président : M. Henri Bec  
06 10 97 56 01  
Courriel : [association.louisXVI@gmx.fr](mailto:association.louisXVI@gmx.fr)



### Fédération royaliste Loiret-Orléans

Président : M. Vincent Baranger  
Courriel : [barangerv@voila.fr](mailto:barangerv@voila.fr)



### Union des Sections Royalistes de Lorraine

284 avenue de la Libération, 54000, Nancy.  
Permanences : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h à la brasserie de l'Académie, place Carnot à Nancy.  
Courriel : [lalorraineroyaliste@yahoo.fr](mailto:lalorraineroyaliste@yahoo.fr)  
Site : [lalorraineroyaliste.unblog.fr](http://lalorraineroyaliste.unblog.fr)  
et son bulletin *La Lorraine Royaliste*, 22 rue Victor Hugo, 54000 Nancy

**Le jeudi 7 juin**, très belle réunion à Nancy avec Hilaire de Crémières. Public nombreux, attentif, intéressé. L'orateur, présenté par Philippe SCHNEIDER, rappela d'abord l'action des royalistes d'*Action Française* lors des événements de Mai 68

Ensuite, Hilaire de CREMIERS nous parla du « *mystère* » Maurras en s'appuyant sur son livre « *le chemin de paradis* », et nous démontra qu'il s'agissait de contes « *cryptés* », cachant une critique virulente de la politique dite du "Ralliement" de Léon XIII



## Fédération Royaliste du Maine et de l'Anjou

B.P. 5, 53340 Ballée  
Président : M. Xavier d'Albaret  
02 43 98 43 44 - 06 25 75 26 90  
Courriel : [xavier.d-albaret@orange.fr](mailto:xavier.d-albaret@orange.fr)



## Section royaliste de Nice

Présidente : Mme Isabelle Thouvenin, 04 93 81 22 27  
Courriel : [i.thouvenin@sfr.fr](mailto:i.thouvenin@sfr.fr)



## Fédération Royaliste Nord Picardie

Président : M. Gérard Théry

### **Section de la Somme**

Courriel : [af.picardie@free.fr](mailto:af.picardie@free.fr)

### **Section du Pas-de-Calais**

06 07 27 25 12 - Courriel : [jean-pierre.lefebvre12@orange.fr](mailto:jean-pierre.lefebvre12@orange.fr)

**Le samedi 29 septembre : Grande journée royaliste à Grand-Rullecourt : voir p. 8**



## Fédération Royaliste Provençale

48 rue Saint Victoire, 13006 Marseille  
Président : M. Jean Gugliotta, 06 08 31 54 97  
Courriel : [fedroyprov@club-internet.fr](mailto:fedroyprov@club-internet.fr) - Site : [lafautearousseau.hautetfort.com](http://lafautearousseau.hautetfort.com)  
**Le café politique d'Aix**  
Café Le Festival, 67 bis rue Espariat - Renseignements : 06 16 69 74 85



## Fédération Royaliste Rhône-Alpes

Courriel : [romeo.brosseau@wanadoo.fr](mailto:romeo.brosseau@wanadoo.fr)  
Courriel : [histoireetavenir@orange.fr](mailto:histoireetavenir@orange.fr)



## Le Valois monarchique

Tel : 03 44 57 65 85 / 06 78 00 83 29  
Courriel : [roze.suzel@wanadoo.fr](mailto:roze.suzel@wanadoo.fr)

**1) Le mercredi 23 Mai** après les très belles conférences du début de l'année avec Charles de Meyer (SOS Chrétiens d'Orient), puis Gabrielle Cluzel (*Boulevard Voltaire*), Philippe Delorme est venu nous raconter les « *Grandes énigmes de l'histoire* » dans une salle comble

2) Les membres du Valois Monarchique qui soutiennent la jeune cinéaste Cheyenne-Marie Carron (auteur de « l'Apôtre ») ont vivement



apprécié d'assister à une projection privée du dernier film sur La Légion (« *Jeunesse aux cœurs ardents* ») et de voir avec elle comment l'aider dans ses futurs projets.

3) Le premier week-end de Juin, nous avons invité à Chantilly la Princesse Kalina de Bulgarie, fille de SM le Roi Siméon II, pour assister à Dreux, avec le Prince Jean, à la projection de la version française du film « *Le Tsar* » auquel notre association avait participé par des tournages avec Stéphane Bern et Mgr le Comte de Paris.

4) **Le dimanche 23 Septembre** après-midi : sortie annuelle à St Jean-aux-Bois, un village remarquable au cœur de la forêt de Compiègne

5) **Le vendredi 28 Septembre**, le Valois Monarchique invite ses membres à rencontrer une personnalité religieuse, SE le Cardinal Sarah qui donnera une conférence à la cathédrale de Senlis à 20h30 sur son dernier livre : « *La Force du silence* »



# AU SECOURS, MAURRAS REVIENT !

## Réponse à Michel Winock

C'était presque inévitable. Qu'on reparle de Maurras et les gardiens autoproclamés du temple républicain prétendent dire de quels penseurs et auteurs il est loisible ou interdit de se recommander. Ainsi l'intellectuel de gauche Michel Winock avertit la droite (1) : elle est autorisée à se référer à De Gaulle mais qu'elle laisse tomber Maurras. Car il y a danger. Rendez-vous compte, Maurras connaît « *une certaine activité éditoriale*. » Allusion aux textes publiés chez Bouquins cette année (2). Or « *ce livre de morceaux choisis est présenté dans un esprit de sympathie*. » Comment ose-t-on ? C'est une véritable « *entreprise de réhabilitation*. » Et ce au moment où les idées conservatrices reprennent du poil de la bête. Il fallait donc réagir. D'autant que, *horresco referens*, il est affirmé que des maurrassiens étaient des héros qui libérèrent la France. Or pour Michel Winock De Gaulle est « *l'anti-Maurras par excellence* ». La réalité est cependant plus forte que l'idéologie surtout quand celle-ci est à ce point binaire. N'est-ce pas le plus célèbre agent secret de la France libre, le colonel Rémy qui a dit de Maurras : « *Le réflexe qui m'a fait partir pour l'Angleterre le 18 juin 1940 trouvait son origine dans l'enseignement que, depuis vingt ans, je recevais quotidiennement sous sa signature*. » Et sur la condamnation de Maurras en 1945, que Winock se plaît à rappeler dès les premiers mots de son article, voici ce qu'en dit Rémy : « *...ceux qui ont instruit et jugé ce procès dans les conditions que l'on sait se sont par avance déshonorés devant l'Histoire. La façon dont a été jugé M.Maurras est plus sordide dans l'abjection. Plus que la colère, elle engendre le mépris*. »

Pour « *démontrer* » que De Gaulle est « *l'anti-Maurras par excellence* », Winock, par des assertions gratuites, des propos diffamatoires, des citations dénaturées, procède à un alignement de fausses planètes propre à constituer l'apparence d'une étoile, peut-être brillante, mais qui ne correspond à aucune réalité historique.

Ainsi ce passage : « *... les éditoriaux de Maurras entre 1936 et 1939 ont largement contribué à la politique de résignation face à Hitler*. » Pendant ce temps, de Gaulle lui, antimunichois avéré, déclare dans une lettre à sa femme : « *Peu à peu nous prenons l'habitude du recul et de l'humiliation, à ce point qu'elle nous devient une seconde nature*. » Ainsi sa comparaison oppose-t-elle quatre ans d'éditoriaux quasi quotidiens et une seule lettre privée... Lettre qui, de surcroît, dit en substance la même chose que ce que *L'Action française* déplorait depuis longtemps... Tous les écrits de *L'Action française*, articles, livres, conférences l'attestent : du lendemain de la *Grande guerre* où Maurras et ses compagnons luttèrent

contre *Le Mauvais Traité* (4) aux appels pathétiques « *Armons ! Armons !* » d'avant et d'après la conférence de Munich, en passant par ses campagnes contre les abandons successifs en Rhénanie, le mouvement animé par Charles Maurras n'a cessé de résister aux politiques gouvernementales de reculs et d'affaiblissement diplomatique et militaire de la France. En ce qui concerne Hitler, c'est très tôt que *L'Action française* en dénonça le danger. Ainsi le journal publia-t-il, dès 1930, une série d'articles (5) intitulé *Sous la croix gammée*, afin de rendre compte du développement dangereux du parti nazi en Allemagne. Pour Maurras, « *l'hitlérisme repose tout entier comme la doctrine de Fichte, sur l'orgueil du germanisme* ». Bientôt il qualifiera Hitler de « *chien enragé de l'Europe* ». Oser écrire que Maurras était résigné face à Hitler relève de l'ignorance la plus absolue ou de la mauvaise foi idéologique la plus coupable. C'est la presque totalité de l'histoire de ce mouvement politique qui se trouve niée en une seule phrase.

L'évocation de la conférence de Munich de septembre 1938 relève du même procédé. Aujourd'hui où on laisse entendre que les arrangements qui sauvèrent la paix n'ont été que lâcheté et que honte, traiter quelqu'un de munichois est faire tomber sur lui le plus vil opprobre. Si Maurras se réjouit alors que la paix fut à nouveau sauvée, ce n'est point qu'il fut opposé dans l'absolu à toute guerre en général et encore moins à l'Allemagne en particulier. Mais il estimait que dans un pareil cas le conflit déclenché devrait avoir une forte probabilité de succès. Les conditions d'une victoire militaire possible n'étaient plus réunies en 1938. « *Cette guerre nous la perdrons* », écrit-il. Munich est pour lui « *une défaite pour éviter un désastre* ». D'où les deux axes de la politique d'Action française d'alors : « *Pas de guerre ! mais Armons !* »

Sait-on par exemple l'initiative imaginée par Maurras pour rattraper le retard de la France en matière d'aviation militaire ? Dans *L'Action française*, il lança l'idée d'une grande souscription militaire destinée à trouver les fonds nécessaires à l'achat d'avions aux Américains. Baptisée « *pour la liberté du ciel français* », l'opération aurait pris la forme d'un comité formé de syndicats de presse sollicitant leurs lecteurs. Quelques soixante-dix quotidiens parisiens et provinciaux en acceptèrent l'idée, mais Daladier refusa de donner suite au projet.

En juin 1939 notre impréparation militaire était encore patente. Maurras écrit le 16 juin : « *La guerre ! La guerre ! C'est une grande et terrible chose que la guerre. Il faut la soutenir quand elle est imposée. Il est des cas où il faut l'imposer, soit ! Mais toute guerre suppose conseils,*

déterminations, précisions et surtout préparation. »

Qui peut voir honnêtement dans ces faits et appels à l'armement des manifestations pacifistes ? Dès la guerre déclarée, *L'Action française* titra d'ailleurs : « *L'espérance est militaire !* »

Plus emblématique encore de son attitude quant à la guerre, son éditorial du 28 août 1939 : « *La guerre est-elle certaine ? Non. La guerre ne sera que dans deux cas : si Hitler nous la déclare, ce qui n'est pas sûr ; si nous la déclarons à Hitler, ce qui dépend de nous. Si le territoire français est menacé, si notre frontière est envahie, tous les efforts sont commandés contre l'envahisseur. Mais de là à vouloir la guerre, à l'entreprendre, non, il y a un grand pas : la guerre d'idée, la guerre de principe, la guerre de magnificence, non, cela dépasse trop ce qui reste de nos moyens.* » Les événements donnèrent vite raison à Maurras. Les moyens dont disposaient la France n'empêchèrent pas le désastre. Il poursuit : « *Entre le parti de laisser durer ou grandir la plus dangereuse de toutes les Allemagnes et le parti du massacre immédiat auquel on nous rue, je suis d'avis de laisser courir les délais.* » Winock a beau ironiser sur « le fameux réalisme de Maurras », c'est bien la bataille engagée dans les conditions jugées par lui comme insuffisantes qui conduisit à la débâcle.

Ce serait donc commettre un contre-sens (voire pire) que d'imaginer un Maurras pacifiste ou défaitiste. La ficelle est un peu grosse qui consiste à le laisser croire pour mieux justifier ensuite des assertions sans fondement sur une prétendue acceptation de la défaite et de

tout ce qui en découla de plus dramatique.

1 - *L'Histoire* N°448 Juin 2018.

2 – C. Maurras, *L'Avenir de l'intelligence* et autres textes Robert Laffont « *Bouquins* », 2018.

3 – in *Charles Maurras 1868-1952* Librairie Plon 1953 p.141 . Voir aussi la Lettre du Colonel Rémy publiée le 21 novembre 1952 dans *Aspects de la France*. Voir enfin l'allocation d'ouverture du troisième colloque Maurras organisé à Aix en Provence les 4, 5 et 6 avril 1972 ; *Etudes maurrassiennes 1974*.

Alain Griotteray dit en substance la même chose quand parlant de son engagement dans la résistance il écrit : « *Il est évident que Maurras en est la cause. (...) Il faut souligner que les premiers Résistants étaient d'Action Française.* Benouville disait "Où ai-je appris l'amour de mon pays, l'amour charnel de la France ? À l'école de l'Action Française". *Quant à l'accuser d'intelligence avec l'ennemi, là encore l'accusation est stupide.* »

4 - Voir notamment Charles Maurras *Le Mauvais Traité. De la Victoire à Locarno. Chronique d'une décadence.*, Editions du Capitole, 1928, 2 volumes in 8° brochés, 401 et 384 pages et de Jacques Bainville *Les conséquences politiques de la paix.* 1920 (rééditions récentes disponibles ; et sur internet : [maurras.net/pdf/divers/les-consequences-politiques-de-la-paix\\_bainville.pdf](http://maurras.net/pdf/divers/les-consequences-politiques-de-la-paix_bainville.pdf))

5 - Articles publiés dans *L'Action française* du 30 avril au 3 mai 1930.

**Bernard Pascaud**

## La nouvelle Revue Universelle

Fondateur : Jacques Bainville

Directeur de la publication : *Hilaire de Crémiers* - Rédacteur en chef : *Christian Franchet d'Espèrey*

Abonnez-vous à cette revue prestigieuse, toujours nouvelle par sa richesse et sa diversité

Abonnement pour 4 parutions annuelles : 70 euros

Abonnement de soutien : 100 euros

Chèque à l'ordre de *La Nouvelle Revue Universelle*

1 rue de Courcelles, 75008 Paris - Tél. 01 53 53 03 05



RESTAURATION  
NATIONALE

La Restauration Nationale

1 rue de Courcelles - 75008 PARIS

Tél : 01 53 53 03 05

[restauration.nationale@wanadoo.fr](mailto:restauration.nationale@wanadoo.fr)

Commission paritaire :  
CPPAP 1121 P 11405

ISSN 169712/1

Dépôt légal : février 2014

Imprimeur : Debouge  
26 impasse des Garrigues  
11100 NARBONNE

Directeur publication et rédaction : Bernard Pascaud

Editorialiste : Yves Morel

Liaison avec les fédérations : René Tallavigne

Publication de la Restauration Nationale - Centre de propagande royaliste et d'Action Française - Mouvement fondé par Pierre Juhel

menacé le droit légitime d'un peuple à sauvegarder son identité culturelle et historique. Une nation est une triple référence à un territoire, à un peuple et à une culture. Or ces trois réalités structurantes ne semblent plus défendues en tant que telles. S'en réclamer est même jugé contraire à l'ordre moral en cours. N'est moralement licite que d'en appeler au cosmopolitisme, au multiculturalisme et à l'immigrationnisme. Pour autant il n'est pas question d'envisager des nations-forteresses où les frontières seraient perpétuellement hermétiques, le droit d'asile nié et la société muséifiée. Il s'agit de définir ce que pourrait être une immigration sagement maîtrisée et régulée, en fonction des capacités réelles du pays

récepteur en termes d'accueil et d'assimilation satisfaisants. Mais cela suppose une philosophie politique bien différente de celle qui prévaut actuellement (2). On en revient toujours à la question du bien commun, et à la question de l'Etat qui doit en être le maître d'œuvre. ■

**Bernard Pascaud**

2 – Qu'on se rappelle l'affirmation inconcevable qu'avait osé préférer Erdogan (réélu ce 24 juin en Turquie) devant le Parlement allemand en 2008 : « *L'assimilation est un crime contre l'humanité.* » Les autorités allemandes avaient laissé courir...

**Journée d'Action française à Grand-Rullecourt,  
entre Doullens (Somme) et Avesnes-le-Comte (Pas-de-Calais)**

**SAMEDI 29 SEPTEMBRE 2018**

**avec François Belker, Secrétaire général du Centre Royaliste d'Action française**

**et Hilaire de Crémiers, délégué général de La Restauration Nationale,  
Directeur de Politique magazine et de la Nouvelle Revue Universelle**

**CMRDS/Université d'Été 2018 - Du 19 au 26 août**

***150 nuances de Maurras : des repères pour le XXI<sup>e</sup> siècle***



Cent cinquante ans après la naissance de Charles Maurras, la France a connu de nombreuses mutations, le contexte et les enjeux auxquels notre pays est confronté ont bien évidemment changé. Pour autant, demeure le souci du bien commun et de l'homme dans toutes ses dimensions.

Le rôle de *l'Action française* n'a jamais été de réciter un catéchisme, mais bien plutôt de réfléchir aux conditions d'un redressement. Face aux défis que notre époque impose (Union européenne, PMA/GPA, immigration, écologie, question sociale etc.), la pensée maurrassienne fournit un certain nombre de repères.

Le cinquantième anniversaire de Mai 68 nous offre également l'occasion d'un regard rétrospectif sur une époque charnière dans la rupture anthropologique, qui a accouché de multiples prétentions de transgression de la nature humaine (antispécisme, transhumanisme, etc.), qu'il nous importe de défendre comme condition du politique.

Tous les renseignements (prix, adresse ...) peuvent être consultés sur le site :

<https://www.actionfrancaise.net/evenement/cmrds-universite-dete-2018>

Camp de formation Maxime Real Del Sarte,  
pour étudiants, lycéens et jeunes travailleurs (15-35 ans)  
Conférences magistrales, cercles d'étude, ateliers pratiques, sport et camaraderie !